

CARREFOUR COMMUNAUTAIRE carrefour@ledroit.com

UN NOËL «ART» DE L'ORDINAIRE À CANTLEY

Vous cherchez quelque chose de différent et d'original à offrir à vos proches pour Noël? Vous ne voulez pas être à la dernière minute pour vos emplettes du temps des Fêtes? Le regroupement d'artistes et d'artisans de Cantley, Art de l'Ordinaire, vous invite à sa Boutique de Noël aujourd'hui et ce week-end à la Maison Huppé, au 611, Montée de la Source, à Cantley. Près d'une trentaine d'artistes de toutes les disciplines participeront à cette grande foire artistique et artisanale de Noël. Le bois, le verre fusion, le vitrail, la peinture, la mosaïque, la confection artisanale de bijoux, de savons et d'objets décoratifs, de même que les produits du terroir seront à l'honneur.

GUIGNOLÉE DE LIMOGES

La Guignolée de Limoges aura lieu ce dimanche avec un départ du Centre Communautaire à 9h30. Les produits de la guignolée seront acheminés à la banque alimentaire Les bons voisins, qui dessert Limoges et les environs. Des bénévoles cogneront aux portes pour amasser des denrées non périssables. Infos ou pour faire du bénévolat: rendez-vous au Centre communautaire à 9h00 ou contactez Carole au 613-443-3134.

FOIRE POUR LES AÎNÉS

La Coopérative pour le bien-être des aînés francophones de l'Est de l'Ontario (CAFEO) organise le 28 novembre de 9 h à 14 h 30 une foire d'information au bénéfice des aînés. Organisée en collaboration avec la Fédération des aînés et des retraités francophones de l'Ontario (FAFO), l'activité aura lieu au Centre de services Guigues situé au 159, rue Murray à Ottawa. Le but de cette foire qui se déroulera sous le thème «S'informer pour mieux vivre et vieillir en santé» est d'informer et de renseigner les personnes de 50 ans et plus sur différents sujets qui rejoignent leurs préoccupations et sur des programmes et services auxquels elles ont droit pour améliorer leur qualité de vie.

PRÉVENIR L'INTIMIDATION



COURTOISIE

Le Conseil des écoles catholiques du Centre-Est (CECCE) a procédé cette semaine au lancement d'une campagne de sensibilisation «Ensemble, agissons!» à l'occasion de sa Semaine de prévention de l'intimidation. L'initiative organisée par l'École élémentaire catholique Saint-Guillaume, en partenariat avec l'École secondaire catholique Béatrice-Desloges (sur la photo) comprend notamment la réalisation d'un vidéo relatant une histoire inspirée d'un fait vécu. L'enregistrement peut être visionné dans le www.contreintimidation.ca.

UN NOËL POUR TOUT LE MONDE AU 104,7 FM

Le 104,7 FM Outaouais présente Un Noël pour tout le monde aux Promenades de l'Outaouais les 29 et 30 novembre. Il s'agit d'une collecte de jouets neufs et usagés ainsi que de dons en argent qui seront remis à des familles défavorisées de la région de via les organismes La Soupière de l'amitié et La Soupe Populaire de Hull. De plus, les Editions Gladius s'engagent à doubler, en jouets, la valeur des dons reçus en argent. Lors de ces deux jours, toute l'équipe du 104,7 sera aux Promenades de l'Outaouais, en direct de la foire alimentaire, pour faire la récolte des dons jeudi de 10 h à 21 h et vendredi de 13 h à 21 h. L'émission d'Isabelle Maréchal sera diffusée en direct des Promenades le jeudi dès 10 h ainsi que l'émission *L'Outaouais Maintenant* à compter de 15h30. Les gens pourront déposer leurs dons en argent ou en jouets au kiosque du 104,7 fm Outaouais ou directement à l'autobus de la STO qui sera stationné à l'extérieur.

ARTISANAT EN FÊTE À LA MAISON

ALONZO-WRIGHT
C'est demain de 10 h à 17 h et dimanche de 10 h à 16 h que se tient le 12e Marché de Noël à la Maison Alonzo Wright, située au 2425-A, rue St-Louis, à Gatineau.

Des artisans seront répartis sur les trois étages de l'endroit pour offrir des créations originales faites à la main ainsi que des gâteries maison du Temps des Fêtes. Cette vente artisanale annuelle est l'une des activités financières pour soutenir la mission sociale de la Maison Alonzo Wright. En plus de visiter cette belle maison historique tout en faisant des achats pour Noël, de nombreux tirages seront effectués. Entrée libre et stationnement gratuit. Infos: Hélène Benoit, au 819-775-3730.

CONFÉRENCE SUR LES TABLETTES NUMÉRIQUES

Les citoyens de Gatineau sont invités à une conférence donnée par Réginald Démosthènes le 27 novembre à 19 h à la bibliothèque Guy-Sanche (anciennement Bowater), située au 855, boulevard de la Gappe. Les grands fabricants de tablettes numériques prévoient que c'est cette année que la demande va exploser et il y a fort à parier qu'elles se retrouveront en grand nombre sous le sapin. Êtes-vous prêts pour cette révolution informatique? Le coût de cette rencontre est de 3\$ pour les résidents de Gatineau et de 4,50\$ pour les non-résidents. Le code est le 351101. Il est important de s'inscrire à l'avance à votre bibliothèque car les places sont limitées.

LE CÉGEP REMERCIE DESJARDINS



PATRICK WOODBURY, LeDroit

À l'aube de la conclusion de sa toute première campagne de financement majeure, la Fondation du Cégep de l'Outaouais a annoncé que l'auditorium de l'établissement d'enseignement sera renommé en l'honneur du fondateur du Mouvement Desjardins, Alphonse Desjardins, et ce pour la prochaine décennie. Le geste symbolique a été posé en reconnaissance du don de 250 000\$ du Mouvement Desjardins à la Fondation il y a plus d'un an. Sur la photo, on peut apercevoir Sylvie St-Pierre Babin, vice-présidente du conseil des représentants Desjardins Outaouais, Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec, le président du conseil d'administration de la Fondation, Mario Patry, ainsi que le directeur général du Cégep, Frédéric Poulin.

10000\$ POUR LA LUTTE AU DIABÈTE



COURTOISIE

La Financière Sun Life a profité de la tenue du match de finale de l'est des Alouettes de Montréal, le week-end dernier, pour remettre 10 000\$ à la Fondation du Centre de santé et de services sociaux (CSSS) de Gatineau. Une jeune gatineoise de 4 ans, Coralie Gilbert, atteinte de diabète juvénile, était sur place pour recevoir le chèque remis par la Sun Life. Grâce à cette subvention, le fond pour enfants diabétiques de l'Outaouais, un organisme à but non lucratif chapeauté par la fondation du CSSS, pourra acquérir de petits équipements et des fournitures, développer des outils d'enseignement et organiser des rencontres sociales afin de démystifier la maladie. Sur la photo, de gauche à droite, on peut voir Martin Tremblay, de la Financière Sun Life de Gatineau, Loïc Gilbert en compagnie de sa fille Coralie, Éric Leclerc, aussi de la Financière Sun Life de Gatineau, Stéphane Brochu, un conseiller à la philanthropie de la Fondation du CSSS de Gatineau, Sonia St-Louis et Loïc Gilbert, la mère et le frère de la jeune Coralie.

LEDROIT, LE VENDREDI 23 NOVEMBRE 2012

ANNONCES CLASSÉES
RUBRIQUE 332-374
LES EXPERTS
 LeDroit



[Article précédent](#)

[Article suivant](#)

23 novembre 2012 | *Le Droit*

L'ordre d'ottawa attribué à 15 citoyens

Hier soir, le maire Jim Watson a décoré 15 personnalités de l'Ordre d'Ottawa, une distinction remise pour la toute première fois dans la capitale.

Moe Atallah, Dr John Bell, Paul Benoit, Hélène Campbell, Jim Durrell, Allison Fisher, Robert Gillett, Marc Jolicoeur, Terry Kelly, Russell Mills, Dianne Morrison, Nazira Naz Tareen, Gisèle Richer, Christine Tremblay et Sara Vered ont eu l'honneur de recevoir cette prestigieuse épinglette lors d'une cérémonie tenue à l'hôtel de ville.

Le nom des récipiendaires sera gravé sur un mur du premier étage de l'hôtel de ville, en face des récipiendaires de la clé de la ville, près de la Place-Jean-Pigott. Don Campbell a quant à lui mérité le Prix Brian-Kilrea, une distinction remise par la Ville depuis 2003 et visant à souligner la contribution d'un entraîneur amateur qui incarne le mieux les qualités de leadership et d'engagement.

L'Ordre d'Ottawa a pour but de reconnaître des citoyens hors du commun ayant contribué de manière exceptionnelle, dans le cadre de leur vie professionnelle, à maints aspects de la vie de la ville, dont les arts et la culture, les affaires, le service communautaire, l'éducation, les sciences et les sports. De l'autre côté de la rive, la Ville de Gatineau remet de telles distinctions chaque printemps depuis 2005.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

[Article précédent](#)

[Article suivant](#)

[Article précédent](#)

[Article suivant](#)

23 novembre 2012 | *Le Droit*

Des enseignants anglophones d'ottawa s'entendent

François Pierre Dufault

Les enseignants des écoles secondaires publiques anglophones d'Ottawa ont mis fin à leurs moyens de pression, tôt hier, après avoir conclu une entente de principe avec leur employeur, l'Ottawa-Carleton District School Board (OCDSB).

Les deux parties n'avaient recommencé à négocier que depuis quelques heures. Les pourparlers étaient au point mort depuis l'adoption de la loi spéciale 115 à Queen's Park, à la mi-septembre.

« Ce sont d'excellentes nouvelles. Nos enseignants sont la clé de notre succès », a déclaré Jennifer McKenzie, directrice de l'éducation de l'OCDSB. « Je crois que nos membres se sont satisfaits de cette entente, puisqu'elle répond à leurs besoins dans les circonstances », a ajouté Dan Maxwell, président de la section locale 25 de la Fédération des enseignants des écoles secondaires de l'Ontario (FEESO).

Depuis la fin septembre, les enseignants des écoles secondaires de l'OCDSB refusaient d'assister à des réunions, d'administrer des tests de rendement et de prendre part à des activités parascolaires, en réaction à l'adoption de la loi spéciale 115 visant à geler leurs salaires et retirer leur droit de grève pour deux ans.

Les négociations étaient toujours au point mort entre le conseil scolaire public anglophone d'Ottawa et les enseignants de ses écoles élémentaires et ses employés de soutien, hier. Ces derniers sont en position de grève légale jusqu'à l'entrée en vigueur de la loi 115, fin décembre.

Rappelons que les enseignants des conseils scolaires francophones et des conseils catholiques anglophones s'étaient déjà entendus directement avec le gouvernement, avant l'adoption de la loi 115.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

[Article précédent](#)

[Article suivant](#)

Rwzci vhfropdu| vfkrowdfkhv hwhoderxugitswh ziksurybfh

OTTAWA SUN

FIRST POSTED: THURSDAY, NOVEMBER 22, 2012 07:07 AM EST | UPDATED: THURSDAY, NOVEMBER 22, 2012 11:14 PM EST

Although there's a tentative deal on the table between Ottawa's public secondary school teachers and the board early Thursday morning, students aren't quite out of the woods yet.

The agreement still has to be ratified by the province and the board, and elementary teachers could be poised to take strike action themselves by Dec. 3.

But the deal, brokered in the wee hours of Thursday morning, is the first positive step forward for the Ottawa Carleton District School Board since the Putting Students First Act was put in place.

The act froze teacher's wages, cut their benefits and launched widespread labour action ranging from withdrawing from coaching sports teams and clubs to boycotting parent-teacher meetings and lunchtime supervision.

"This is great news for students and we're very pleased," said OCDSB board chair Jennifer McKenzie. "Our teachers are critical to our success."

But students in the classroom hardly noticed a difference Thursday.

"Everything seemed perfectly the same to me," said Jeremy MacMillan, a grade 11 student at Sir Robert Borden High School. "But teachers did seem a little happier to come into school today."

Local union president Dan Maxwell said he's confident the agreement will meet the province's needs "under their challenging circumstances."

Yet for many students whose teams have been sidelined by the bitter dispute between teachers and the province, it's already too late.

The seasons of many local sports teams had to be scrapped after they couldn't get enough teacher support to run them, even though the board had recruited 150 parents to help coach teams.

McKenzie said it's now time to rebuild those volunteer activities in the coming days.

"We're hoping that the teachers will come back but that still has to be all worked out," she said.

OCDSB spokeswoman Sharlene Hunter said it's their top priority.

"Those activities are volunteer, but our record in this community has been that our teachers have volunteered for drama and dance and every sport known to man, so we're extremely hopeful that they will resume those volunteer activities," she said.

However, the threat of strike action still looms in many Ottawa schools.

There are still five bargaining units in the OCDSB that haven't reached agreements.

The Ottawa board has six other OSSTF bargaining units, five of which are still in a legal strike position. They represent workers such as:

- office and administrative staff
- custodial and maintenance staff
- library and guidance technicians
- early childhood educators
- educational assistants
- psychologists, social workers, speech language pathologists and occupational therapists.

Both sides were expected to meet Thursday night.

In the Catholic board, support staff workers passed a strike vote earlier in the week which could spell trouble for local schools if negotiations continue to deteriorate.

Education Minister Laurel Broten said she wouldn't hesitate to close schools if student's safety was ever put at risk.

Twitter: @ottawasunmaubry

Getting schooled:

English public: Ottawa-Carleton District School Board

- More than 2,000 secondary teachers in Ottawa signed a tentative deal with the board Thursday morning.
- All labour action ceased at 8 a.m. Thursday.
- The province hopes to sign off on the agreement by the end of the week.
- The union and the board will then have to agree to the terms next week.
- Five other bargaining units — from custodians to support staff and early childhood educators — still have to reach a deal.

The Elementary Teachers' Federation of Ontario

- Still holding out on a deal with the province.
- Represents 76,000 members across Ontario.
- In a legal strike position Dec. 3.
- Could put in sanctions in Ottawa elementary schools.

French Catholic and French Public

- Conseil des Ecoles Publiques de l'Est de l'Ontario and the Conseil des Ecoles Catholiques du Centre-Est
- The French-language teacher's union signed a deal with the province before the Putting Students First Act.
- Represents 10,000 teachers in 450 schools.
- No effect on students or after-hour activities.
- Teachers doing regular duties.


English Catholic: Ottawa Catholic School Board

- The Ontario English Catholic Teacher's Association was the first union to reach a deal with the province.
- Represents 45,000 teachers and support staff across Ontario.
- No effect on students or after-hour activities.
- Teachers doing regular duties.

Canadian Union of Public Employees support staff union

- Took strike vote Tuesday
- Represents 50,000 members across Ontario.
- Could mean labour action comes to hundreds of schools across the province, hitting Ottawa's Catholic board hardest.

VSRQVRUHG OIQNV



**OTTAWA'S BEST
GOLD BUYER**

Get the most money from
the most trusted name in
the industry.

MEET RECYCLE FROG
TODAY !

Ottawa Valley Times

[Previous Story](#)

[Next Story](#)

Article rank | *23 Nov 2012* | *Ottawa Citizen* | *OTTAWA CITIZEN*

Students need more good news

We won't know the exact details of the tentative agreement between Ottawa's public school board and its high-school teachers until it has been ratified by both sides. But we do know this: The board and teachers were handed a tough task by the province and seem to have found a way through it. That is to everyone's credit.

Jennifer McKenzie, who chairs the Ottawa- Carleton District School Board, is right when she calls the tentative deal "great news for students."

But the best news for students would be if the goodwill that helped both sides reach an agreement was extended to completely remove the cloud that has hung over the school year for local high school students.

Having a deal essentially thrust upon them (individual boards and their teachers have a little leeway as long as their eventual deal is "substantially identical" to an agreement reached earlier with the English Catholic teachers' union) is a less-than-ideal way to negotiate a contract. It is understandable that teachers are frustrated, as are local board officials.

But the series of agreements reached in recent days, including Ottawa's, is a positive sign that the ongoing labour strife that has delayed some report cards and cancelled sports teams might soon be over.

A sticking point has been the province's demand that pay be frozen for all teachers — including young teachers working their way up the pay grid. The Catholic union and the province compromised on the issue — in exchange for allowing the pay grid freeze to end after 97 days (rather than two years) teachers agreed to work three unpaid professional development days. Some of the public agreements have reportedly found other ways to pay for the raise for new teachers.

Ratification of the deal will mean that job action in the form of refusing administrative work and supervising students outside the classroom will end.

Teachers should also resume coaching teams and taking part in other voluntary and extracurricular activities. Students have spent the fall in the middle of the dispute. The loss of sports teams and extracurricular activities might not be as serious as a strike would have been, but it has cast a pall over the school year and, in some cases, cost students opportunities that might have helped in their applications for post-secondary education or scholarships.

It is time to push restart.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

[Previous Story](#)

[Next Story](#)

[Previous Story](#)

[Next Story](#)

Article rank | *23 Nov 2012* | *Ottawa Citizen* | *MATTHEW PEARSON*

Tentative deal ends only part of labour battle

High school teachers agreement just the first step for public school board

'This is one step in the right direction, but it's not over yet.' CAROLINE ESMONDE-WHITE SRB students' council co-president

The tentative agreement reached early Thursday morning between Ottawa's public school board and its high school teachers is the first sign of hope in a labour standoff that remains far from over.



JEAN LEVAC, OTTAWA CITIZEN

'It will be nice to have everything go back to normal,' public school board chairwoman Jennifer McKenzie said of Thursday's agreement.

Motivated by the news that two other Ontario school boards had reached local deals with the Ontario Secondary School Teachers' Federation, negotiating teams for the Ottawa-Carleton District School Board and the OSSTF returned to the bargaining table on Tuesday morning.

They stayed there until about 2:30 a. m. Thursday, when a deal was finally struck.

Although the details won't be made public until the agreement has been approved by Education Minister Laurel Broten and ratified by both sides, the board says it is comparable to deals reached in other school districts that have been deemed acceptable to the minister. "There always has been a very strong commitment from our board to have a local agreement and the OSSTF was willing to come back to the table and so we went in and got the job done," said Jennifer Adams, the board's director of education.

She wasn't at the bargaining table, but remained in constant contact with the board's negotiators, who called her at 3 a.m. to relay the news. "We're very pleased this is over."

But in reality, this is just the end of round one.

The board still needs to reach agreements with seven other bargaining groups, including the elementary teachers and support staff.

Negotiations with some support staff are ongoing and talks are expected to resume with the elementary teachers union soon, but no dates have been set.

Around the province, thousands of elementary teachers have already begun to take strike action. Teachers are arriving no sooner than 30 minutes before class starts and leaving no later than 30 minutes after students are dismissed.

The Elementary Teachers' Federation of Ontario also advised all of its members about a month ago to write only the bare minimum on report cards.

Elementary and occasional teachers in Ottawa will be in legal strike position on Nov. 30.

Reaching a deal with one group, however, sends a message to other groups that it is possible, Adams said.

The high school deal ends the job action that began Nov. 12, which saw teachers pull back from doing a range of duties outside the classroom and normal working hours, such as attending staff or departmental meetings, completing ministry reports, conducting standardized tests or attending professional development sessions.

The job action has also delayed the delivery of report cards to some students in Grades 9 to 11, closed libraries over the lunch break and raised concerns about student supervision in some high schools.

"I think the students have been affected by the labour action and it will be nice to have everything go back to normal," said Jennifer McKenzie, the board's chairwoman.

But how soon that will happen isn't immediately clear.

After the province passed the controversial Putting Students First Act in September, many teachers opted out of volunteering to coach sports teams or lead other extracurricular activities, prompting some schools to outright cancel plays and field trips.

It's too early to say whether they might feel differently now, but Adams said she's optimistic.

"We are hopeful that now that there is a collective agreement that teachers will again make that individual choice to come back and to give of their time to help create the environment that is so positive in our schools," she said.

Susan Rab, an Orléans history teacher, said being active in her school community is important to student learning and to her personal enjoyment of her job.

But it's going to take a while to restore the goodwill she previously felt, she said, adding she's thinking about how she might want to be involved outside of the classroom.

"Coming to a locally-negotiated deal, regardless of the details, is a huge step forward, but the fact that Bill 115 still exists and not knowing what's going to happen around the province causes me concern."

Students said Thursday they hope the agreement means libraries and gyms will reopen at lunch and that teachers will now have more flexibility to give them additional help outside of class. They hope extra-curriculars will return and even welcome more supervision in the hallways and cafeteria.

But for some Grade 12 students, certain lost opportunities can't be replaced.

"I didn't get to do wrestling this year," said Sir Robert Borden High School student Daniel Cohen-Collier.

"This is one step in the right direction, but it's not over yet," added Caroline Esmonde-White, another Grade 12 student and the copresident of Sir Robert Borden's students' council.

Although the Liberal government passed a law to force a new contract on thousands of teachers and educational workers in Ontario — which unions claim trampled on their collective bargaining rights — Broten said in a statement that "reaching negotiated agreements ... has always been our preference."

The statement added: "We know that our education system is strongest when we all work together to find solutions. In reaching tentative agreements, OSSTF and local unions found a pathway forward that prioritizes full-day kindergarten, small class sizes and teaching jobs.

"These tentative agreements show what's possible when we continue to work with our partners to find solutions that put students first."

The minister said she looks forward to reviewing the deal as soon as possible to confirm that it fits within the scope of the act.

Four unions, including OSSTF and ETFO, are taking the government to court, arguing the law is unconstitutional and violates collective bargaining rights.

Despite reaching some local agreements, OSSTF said Thursday that it is proceeding with the legal challenge.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

[Previous Story](#)

[Next Story](#)

[Previous Story](#)

[Next Story](#)

Article rank | 23 Nov 2012 | Ottawa Citizen | Mpearson@ottawacitizen.com [Twitter.com/mpearson78](https://twitter.com/mpearson78)

Deal: Students lost some opportunities

'This is one step in the right direction, but it's not over yet.' CAROLINE ESMONDE-WHITE SRB students' council co-president

"There always has been a very strong commitment from our board to have a local agreement and the OSSTF was willing to come back to the table and so we went in and got the job done," said Jennifer Adams, the board's director of education.



JEAN LEVAC, OTTAWA CITIZEN

'It will be nice to have everything go back to normal,' public school board chairwoman Jennifer McKenzie said of Thursday's agreement.

She wasn't at the bargaining table, but remained in constant contact with the board's negotiators, who called her at 3 a.m. to relay the news. "We're very pleased this is over."

But in reality, this is just the end of round one.

The board still needs to reach agreements with seven other bargaining groups, including the elementary teachers and support staff.

Negotiations with some support staff are ongoing and talks are expected to resume with the elementary teachers union soon, but no dates have been set.

Around the province, thousands of elementary teachers have already begun to take strike action. Teachers are arriving no sooner than 30 minutes before class starts and leaving no later than 30 minutes after students are dismissed.

The Elementary Teachers' Federation of Ontario also advised all of its members about a month ago to write only the bare minimum on report cards.

Elementary and occasional teachers in Ottawa will be in legal strike position on Nov. 30.

Reaching a deal with one group, however, sends a message to other groups that it is possible, Adams said.

The high school deal ends the job action that began Nov. 12, which saw teachers pull back from doing a range of duties outside the classroom and normal working hours, such as attending staff or departmental meetings, completing ministry reports, conducting standardized tests or attending professional development sessions.

The job action has also delayed the delivery of report cards to some students in Grades 9 to 11, closed libraries over the lunch break and raised concerns about student supervision in some high schools.

"I think the students have been affected by the labour action and it will be nice to have everything go back to normal," said Jennifer McKenzie, the board's chairwoman.

But how soon that will happen isn't immediately clear.

After the province passed the controversial Putting Students First Act in September, many teachers opted out of volunteering to coach sports teams or lead other extracurricular activities, prompting some schools to outright cancel plays and field trips.

It's too early to say whether they might feel differently now, but Adams said she's optimistic.

"We are hopeful that now that there is a collective agreement that teachers will again make that individual choice to come back and to give of their time to help create the environment that is so positive in our schools," she said.

Susan Rab, an Orléans history teacher, said being active in her school community is important to student learning and to her personal enjoyment of her job.

But it's going to take a while to restore the goodwill she previously felt, she said, adding she's thinking about how she might want to be involved outside of the classroom.

"Coming to a locally-negotiated deal, regardless of the details, is a huge step forward, but the fact that Bill 115 still exists and not knowing what's going to happen around the province causes me concern."

Students said Thursday they hope the agreement means libraries and gyms will reopen at lunch and that teachers will now have more flexibility to give them additional help outside of class. They hope extra-curriculars will return and even welcome more supervision in the hallways and cafeteria.

But for some Grade 12 students, certain lost opportunities can't be replaced.

"I didn't get to do wrestling this year," said Sir Robert Borden High School student Daniel Cohen-Collier.

"This is one step in the right direction, but it's not over yet," added Caroline Esmonde-White, another Grade 12 student and the copresident of Sir Robert Borden's students' council.

Although the Liberal government passed a law to force a new contract on thousands of teachers and educational workers in Ontario — which unions claim trampled on their collective bargaining rights — Broten said in a statement that "reaching negotiated agreements ... has always been our preference."

The statement added: "We know that our education system is strongest when we all work together to find solutions. In reaching tentative agreements, OSSTF and local unions found a pathway forward that prioritizes full-day kindergarten, small class sizes and teaching jobs.

"These tentative agreements show what's possible when we continue to work with our partners to find solutions that put students first."

The minister said she looks forward to reviewing the deal as soon as possible to confirm that it fits within the scope of the act.

Four unions, including OSSTF and ETFO, are taking the government to court, arguing the law is unconstitutional and violates collective bargaining rights.

Despite reaching some local agreements, OSSTF said Thursday that it is proceeding with the legal challenge.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

[Previous Story](#)

[Next Story](#)

[Article précédent](#)

[Article suivant](#)

23 novembre 2012 | *Le Droit* | *Manquements importants*

Plus de 60000 profs montent aux barricades

PHILIPPE ORFALI



ÉLARGIR NOS HORIZONS

Venez découvrir notre magasin rénové qui présente plus d'espace pour le matériel, stationner vos véhicules et accueillir les événements communautaires.

Samedi 1^{er} décembre
366, chemin Richmond
9 h à 17 h

Joignez-vous à nous pour une journée de célébrations :

- Prix pour les 100 premières personnes arrivées, concours et prix de présence à chaque heure
- Tirage d'une carte-cadeau MEC de 500 \$ et de cinq cartes-cadeaux MEC de 100 \$
- Ateliers gratuits
- Démonstrations de produits et échantillons

mec.ca/ottawa
613.729.2700

MOUNTAIN EQUIPMENT CO-OP
LA COOPÉRATIVE DE PLEIN AIR™

Une association regroupant plus de 60 000 professeurs d'université exhorte le gouvernement fédéral de stopper dès maintenant la transformation du Musée canadien des civilisations en musée de l'histoire, qualifiant d'« étroite » et de « potentiellement néfaste » la décision des conservateurs.

L'annonce en grande pompe de la transformation de l'institution gatinoise en Musée canadien de l'histoire, à la mi-octobre, n'est qu'une nouvelle tentative des conservateurs de redéfinir l'histoire à des fins politiques, estime l'Association canadienne des professeures et professeurs d'université (ACPPU).

« Après avoir dépensé des sommes considérables pour commémorer le bicentenaire de la guerre de 1812, le gouvernement se sert encore de l'histoire pour imposer son idéologie politique en déterminant quels sont les éléments de notre passé qu'il est (préférable) de financer et de promouvoir », a estimé hier le directeur général de l'ACPPU, James L. Turk.

Selon le porte-parole, le gouvernement devrait interrompre les changements annoncés il y a quelques semaines et qui doivent mener à la création d'un nouveau musée canadien de l'histoire à Gatineau d'ici 2017, et plutôt créer un panel d'experts en histoire et en muséologie afin d'établir une vision à long terme pour le Musée des civilisations. « Le gouvernement explique que le nouveau musée mettra l'accent sur des dates, des événements, des héros et des récits chronologiques. Cette approche de l'histoire fondée sur des héros ne laisse aucune place à des processus cruciaux, comme la

colonisation et les Premières nations, l'industrialisation, les rapports hommes-femmes, les migrations et les conflits ethniques, et les changements environnementaux. L'histoire politique constitue un volet important de toute présentation de notre histoire, mais elle doit s'inscrire au sein d'un passé collectif diversifié », a indiqué M. Turk.

Le ministre du Patrimoine, James Moore, annonçait à la mi-octobre que le Musée des civilisations verrait son mandat modifié considérablement d'ici le cent-cinquantième de la Confédération, en 2017. Le gouvernement Harper souhaite doter le Canada de son propre musée d'histoire, un musée d'histoire nationale canadienne, avant tout. Pas moins de 15 240 mètres carrés (50 000 pi²) d'espaces d'exposition seront remodelés en raison de ces changements. Le Musée canadien de la poste disparaîtra, tout comme la salle du Canada, au 3e étage. La grande Salle des Premiers peuples et le Musée des enfants seront laissés intacts.

Les conservateurs injecteront 25 millions \$ en fonds fédéraux, ce que juge « incohérent » l'ACPPU, évoquant les coupes budgétaires dont ont fait l'objet Parcs Canada, Bibliothèque et Archives et d'autres institutions culturelles fédérales.



Le nouveau musée répondra à un manque criant, de l'avis du ministre Moore. Aucun musée ne raconte de façon intégrale l'histoire du pays.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

[Article précédent](#)

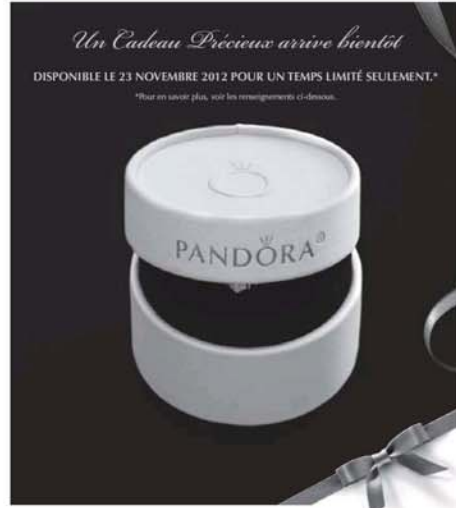
[Article suivant](#)

PRÈS DE 60 000 ÉTUDIANTS POUR LA GRATUITÉ SCOLAIRE



LA PRESSE

Quelques milliers d'étudiants ont manifesté dans les rues de Montréal, hier, à l'appel de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ), pour réclamer la gratuité scolaire. Selon l'ASSÉ, près de 60 000 étudiants universitaires et collégiens à travers le Québec avaient déclenché la grève pour la journée et même pour des périodes plus longues dans certains cas. L'ASSÉ, qui maintient le mot d'ordre de manifester tous les 22 du mois, avait toutefois inscrit la démarche dans un mouvement de protestation international, alors que des étudiants de plusieurs pays ont tenu des journées de revendication contre la marchandisation de l'éducation, un discours repris par le porte-parole de l'ASSÉ, Jérémie Bédard-Wien, lors d'un point de presse précédant la marche. « Nos gouvernements veulent de plus en plus arrimer l'éducation postsecondaire aux besoins du marché alors que l'éducation postsecondaire devrait avoir des orientations humanistes de transmission de connaissances, de transmission du savoir et de développement de l'esprit critique », a-t-il déclaré.



EPOCHS

Rideau Centre
50, rue Rideau
Ottawa, Ontario
613.238.8272
www.epochs.ca

Les Promenades de l'Outaouais
1100, boulevard Maloney Ouest
Gatineau, Québec
819.568.3131
www.epochs gatineau.ca

PANDORA®
DES MOMENTS INOUBLIABLES

SÉRIE LIMITÉE 2012
BILLE CADEAU PRÉCIEUX
Disponible à partir du 23 novembre
2012 pour un temps limité seulement.*

*Offre valable jusqu'à épuisement des stocks.
Pour en savoir plus, voir notre boutique.

© Pandora Jewelry Ltd. • Tous droits réservés • PANDORA 017

DOUBLEZ vos minutes et vos données avec nos NOUVEAUX forfaits promo Canada Mur-à-mur!



Minutes, textos et données partout au Canada!

- Jusqu'à 150 300 minutes en tout temps
- Jusqu'à 260 500 Mo de données¹
- Messagerie illimitée (texte et photos)²
- Soirs dès 17 h et week-ends illimités³
- Appels entrants illimités
- Et plus encore!

Le DOUBLE de minutes et de données!

Pour seulement **45 \$/mois**

koodo

Faites vite! L'offre prend fin le 31 décembre 2012.

Ça sonne bien



FUTURE SHOP

BOUTIQUE MOBILE



Ottawa
Bayshore Shopping Centre
Carlingwood Mall
Les Galeries de Hull
Place d'Orléans
Promenades de l'Outaouais
Rideau Centre
St. Laurent Centre

Belleville
Quinte Mall

Brockville
1000 Islands Mall

Cornwall
Cornwall Square

Kingston
Cataragui Town Centre

(1) Des frais d'itinérance s'appliquent à l'extérieur du Canada. Des frais additionnels de 2 c/Mo s'appliquent. (2) La disponibilité du service peut varier d'un pays à l'autre et est sujette à changement sans préavis. Messages des services Priorité et messagerie avec abonnement en sus. La messagerie photo inclut les messages photo internationaux envoyés et reçus au Canada. Des frais additionnels pour la transmission de données s'appliquent selon la grosseur de la photo lorsqu'en itinérance aux É.-U. et à l'étranger. La messagerie photo est supportée par les téléphones intelligents BlackBerry avec carte SIM seulement. (3) Appels illimités de 17 h à 8 h, du lundi au jeudi, et de 17 h le vendredi à 8 h le lundi.

Printed and distributed by NewsprintDirect
www.newsprintdirect.com US Call 1 877 588 6240 1-800-364-6764
COPYRIGHT AND PROTECTED BY APPLICABLE LAW

LEDROIT, LE VENDREDI 23 NOVEMBRE 2012

[Article précédent](#)

[Article suivant](#)

23 novembre 2012 | *Le Droit*

Une vitrine très variée pour Contact Ontariois

De la formation franco-ontarienne Pandaléon à l'humoriste Jici Lauzon, en passant par Les Billes de la chorégraphe ottavienne Anik Bouvrette et *Le fa le do*, production du Théâtre la Catapulte et du Théâtre français de Toronto, la 32e édition de Contact Ontariois promet des vitrines éclatées, du 16 au 19 janvier prochain, au Centre des arts Shenkman.

La programmation inclut des prestations de 39 artistes de tous les horizons, provenant du Nouveau-Brunswick, des Prairies, du Québec et de l'Ontario, et permet aux diffuseurs de Réseau Ontario (qui fêtera ses 15 ans à cette occasion) de sélectionner les artistes qu'ils accueilleront dans leurs salles au cours de leurs saisons 2013-2014.

Ce sera ainsi l'occasion, lors des soirées ouvertes au grand public, pour les gens de la région de (re) découvrir les univers musicaux du Paysagiste Dayv Poulin, du R, de Gilles Valiquette, d'Andrea Lindsay et Luc De Larochellière, des soeurs Boulay, d'Annie Blanchard, du groupe Hôtel Morphée ou encore de Raphaël Freynet, entre autres. Si la chanson est fortement représentée, le théâtre est lui aussi à l'honneur, notamment avec le Théâtre Sur la Coche, de Québec, et le Théâtre de Dehors, de l'Ontario.

Côté jeunesse, la Gatinoise d'origine Ariane Gauthier, alias Ari Cui Cui, la troupe Improtéine, les marionnettes de Diane Bouchard (Gestes Théâtre), le rappeur Koriass et le Théâtre la Catapulte seront notamment à l'honneur. La programmation complète est disponible à : www.reseauontario.ca

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

[Article précédent](#)

[Article suivant](#)

Réseau Ontario dévoile la programmation de Contact ontariois 2013



Sébastien Pierroz

Publié le 22 Novembre 2012
Sébastien Pierroz 

Le Réseau Ontario a dévoilé ce matin la programmation de la 32e édition de Contact ontariois du 16 au 19 janvier 2013.

Sujets : [Réseau Ontario](#)

«Nous avons essayé de donner une programmation un peu plus éclectique que les années précédentes», assure Sophie Berriault des communications de Réseau Ontario responsable de l'événement.

Objectif de l'événement? Produire un marché de spectacle présentant une quarantaine d'artistes francophones de divers domaines des arts et spectacle, soit en chanson-musique, en théâtre, en danse, art de la parole et en variétés.

Du 16 au 18 janvier, les Vitrites grand public - La Cité collégiale seront présentées au Centre des Arts Shenkman à Orléans. Défileront sur les planches des artistes franco-ontariens tels que Pandaléon, le duo Andrea Lindsay et Luc Larochellière, le Théâtre de Dehors, le Théâtre La Catapulte et le Paysage.

Les vitrines jeunesse seront présentées à l'École secondaire publique De La Salle les 17 et 18 janvier. Ces vitrines ne sont pas ouvertes au grand public mais seront tout de même présentées devant près de 1000 jeunes de l'élémentaire et du secondaire. Parmi les artistes présentés: Koriass et Automat en théâtre, la pièce IK ONKAR présentée par le Théâtre La Catapulte, le magicien Vincent C et la troupe d'improvisation franco-ontarienne Improtéine.

Au total, quelque 185 artistes avaient déposé leur candidature.

Chercheurs du CNRC transférés de l'UQO à Ottawa

Décision regrettable, selon Benoît Pelletier



PAUL GABOURY
pgaboury@ledroit.com

L'ancien ministre libéral Benoît Pelletier juge regrettable la décision du gouvernement fédéral de transférer les chercheurs du Conseil national de recherche du Canada (CNRC) de Gatineau vers Ottawa au début 2013. Il souhaite maintenant que des interventions politiques et citoyennes viennent aider l'Université du Québec en Outaouais (UQO) à la renverser, car elle viendrait accentuer encore davantage le « déséquilibre patent » qui existe entre Gatineau et Ottawa en matière de recherche fédérale.

« Au lieu d'investir pour combler l'écart important au niveau de la recherche fédérale entre l'Outaouais et Ottawa, le gouvernement fédéral a pris une décision regrettable en transférant une douzaine de chercheurs du Conseil national de recherche du Canada. Je comprends la motivation d'économies sous-jacente, mais elle doit tenir compte de

l'équité interprovinciale. Je constate à quel point ces départs vont affaiblir la recherche de haut niveau de ces chercheurs reconnus au niveau international » a déploré hier l'ancien député de Chapleau et ministre des Affaires intergouvernementales canadiennes dans le gouvernement Charest.

En 2004, il affirme que lui et son collègue de Hull, Roch Choulette, avaient cru dans le projet et annoncé une subvention de 5,75 millions\$ du gouvernement du Québec pour la construction du Centre de recherche en technologies langagières (CRTL) inauguré en 2006. Eux et le député libéral fédéral de l'époque, Marcel Proulx, y voyaient une belle occasion de développer un projet de recherche fédérale en créant une synergie entre les chercheurs, les professeurs et les entreprises de l'industrie des technologies langagières en Outaouais.

« La décision de transférer les chercheurs est regrettable. On connaît le déséquilibre patent en matière de recherche fédérale entre l'Outaouais et Gatineau. Même si leur présence ne rétablissait pas l'équilibre, elle représentait un minimum de recherche. Et elle permettait d'avoir un espoir. Le départ des



Les chercheurs du Centre de recherche en technologies langagières risquent d'être transférés de l'UQO vers le CNRC, l'an prochain.

chercheurs remet en question la volonté fédérale non seulement de faire de la recherche, mais de l'augmenter » a confié hier le professeur Pelletier, qui enseigne le droit constitutionnel à l'Université d'Ottawa.

Il espère maintenant que les politiciens et les citoyens de l'Outaouais viendront, comme lui, appuyer l'UQO dans ses démarches visant à infléchir

cette décision basée sur des motifs d'économies. « Même si leur nombre était très symbolique, c'est la tendance qui m'inquiète. Québec y a cru, a investi, et Ottawa doit en tenir compte », a-t-il conclu.

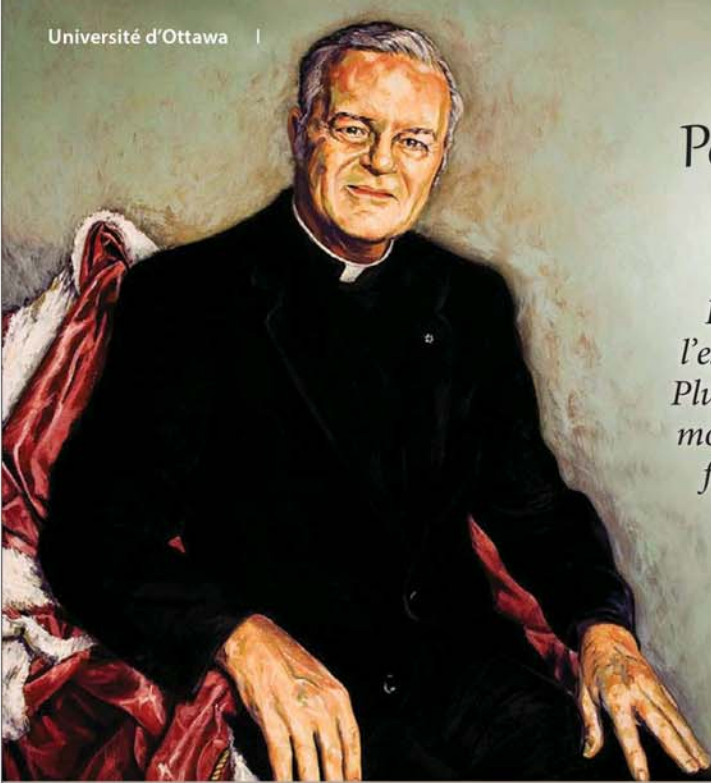
Réactions du CRTL

Hier, la directrice générale du CRTL, Janet Dewey, a confié en

entrevue qu'elle trouvait « dommage » et avait appris « avec regret » le départ des chercheurs vers Ottawa. Le CRTL devra maintenant trouver des solutions pour louer les espaces qui deviendront vacants, mais les entreprises déjà sur place pourraient combler le vide laissé par le CNRC. Les activités du CRTL vont se poursuivre et même s'ils sont transférés à Ottawa, les chercheurs continueront à collaborer avec le Centre, a-t-elle expliqué, tout en admettant que leur présence sur le campus de l'UQO avait créé des conditions idéales pour la synergie avec les professeurs et les entreprises.

L'avenir du CRTL pourrait maintenant reposer sur la décision que prendra le gouvernement fédéral au sujet de la Feuille de route sur la dualité linguistique, qui prend fin en mars 2013. Ottawa avait consacré 10 millions\$ entre 2008-2013 au CRTL. Sans cet argent, l'avenir du CRTL pourrait être compromis.


Mercredi, la députée néo-démocrate de Hull-Aylmer, Nycolie Turmel, avait elle aussi dénoncé la décision du CNRC et demandé une rencontre avec le ministre fédéral Christian Paradis dans l'espoir de renverser cette décision.

Université d'Ottawa


Père Roger Guindon

1920-2012

Le père Guindon personnifiait l'excellence, le service et le respect. Plus encore, il a bâti une université moderne et bilingue où ces valeurs fondamentales seront toujours bien vivantes.



LEDROIT, LE VENDREDI 23 NOVEMBRE 2012

Les parents de l'école De La Salle davantage impliqués



Sébastien Pierroz

Publié le 22 Novembre 2012
Sébastien Pierroz 

L'école secondaire publique De La Salle a annoncé ce soir le lancement de son nouveau programme d'apprentissage: Le Rond-point intergénérationnel De La Salle (RPIDLS). Une initiative visant à impliquer davantage les parents dans la vie scolaire.

Sujets : [école De La Salle](#) , [Conseil des écoles publiques](#) , [école Omer-Deslauriers](#) , [Ontario](#) , [Canada](#)

Le Rond-point intergénérationnel offrira gratuitement un lieu de rencontres et des discussions pour les élèves et leur famille.

«On cherche quelque part à développer la diversité et ainsi de faire entrer nos écoles dans la modernité», analyse Jean-Pierre Dufour, surintendant à l'éducation au sein du Conseil des écoles publiques de l'Est de l'Ontario (CEPEO).

Il s'organisera concrètement sous forme d'ateliers d'initiation à l'informatique et à Internet ainsi que des ateliers d'aide à l'emploi, à la couture et au perfectionnement en français. Des activités socioculturelles, de rencontres et de discussions font également partie du programme.

«Il est clair que nous visions ici les parents nouvellement arrivés au Canada. Car ceux-ci n'ont pas toujours une compréhension du système canadien et des ressources pour s'intégrer dans la société», explique Sabine Massamba, agente de liaison communautaire.

Cette initiative n'est pas une première pour le CEPEO. L'école Omer-Deslauriers avait tenté l'expérience l'année passée «avec succès puisque 1200 visiteurs s'étaient déplacés tout au long de l'année», selon M. Dufour.

[Article précédent](#)

[Article suivant](#)

23 novembre 2012 | *Le Droit* | JOËL-DENIS BELLAVANCE *La Presse*

Le déficit fédéral éliminé d'ici 2015

Le ministre fédéral des Finances, Jim Flaherty, ajuste de nouveau son discours budgétaire après avoir été contredit publiquement par le premier ministre Stephen Harper la semaine dernière.



LA PRESSE CANADIENNE

Le ministre Jim Flaherty modifie pour une quatrième fois en deux ans le discours des conservateurs sur la date de l'élimination du déficit.

Dans un discours prononcé hier à Toronto, M. Flaherty a affirmé que le déficit, qui friserait les 26 milliards de dollars en 2012-2013, sera éliminé au plus tard en 2015, soit avant la tenue des prochaines élections fédérales, et non pas en 2016-2017, comme il l'avait indiqué dans sa mise à jour économique et financière présentée à Fredericton il y a 10 jours.

M. Flaherty a ainsi corrigé le tir sur la question du déficit après avoir été vertement critiqué par plusieurs groupes de pression de droite, des membres de son propre caucus et après avoir été désavoué par Stephen Harper vendredi dernier à Québec.

« L'objectif de notre gouvernement consiste à équilibrer le budget avant la fin de la présente législature », a indiqué M. Flaherty hier devant les membres de la Chambre de commerce de Toronto.

« Nous ne pouvons tout simplement pas risquer de mettre en péril l'avenir de nos enfants et de nos petits-enfants en enregistrant des déficits plus longtemps que nécessaire », a-t-il ajouté.

Plusieurs députés conservateurs tiennent mordicus à éliminer le déficit avant le prochain scrutin, prévu le 19 octobre 2015, puisque bon nombre de leurs promesses de la dernière campagne électorale sont conditionnelles à l'élimination de ce déficit.

En renouvelant sa foi envers le retour à l'équilibre budgétaire en 2015, M. Flaherty modifie pour une quatrième fois le discours des conservateurs sur la date de l'élimination du déficit en moins de deux ans.

En campagne électorale, au printemps 2011, les conservateurs avaient promis de mettre fin à l'encre rouge qui coule à flot à Ottawa depuis 2008 en 2014-2015. Mais dans son budget déposé en mars, le ministre Flaherty avait indiqué que le déficit serait éliminé en 2015-2016, soit un an plus tard.

Et puis, la semaine dernière, M. Flaherty a indiqué qu'il reportait d'une autre année le retour à l'équilibre budgétaire à cause de la fragilité de l'économie mondiale.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

[Article précédent](#)

[Article suivant](#)

Ottawa célèbre ses citoyens



Sébastien Pierroz

Publié le 22 Novembre 2012

Sébastien Pierroz 

Au son des cornemuses et sous les notes de l'hymne canadien, quinze ottaviens ont reçu ce soir l'Ordre d'Ottawa dans la salle principale de l'hôtel de ville.

Sujets : [Conseil municipal](#) , [Ottawa](#)

La cérémonie se voulait grandiose. Les mots choisis par le maire Jim Watson également: «Ces récompenses sont offertes pour des gens qui ont eu un impact sur la ville, mais aussi au niveau fédéral et international.»

Quelques francophones faisaient partie des récipiendaires. Parmi eux: Paul Benoit, président fondateur et chef de la direction de l'aéroport international d'Ottawa en 1996, Marc Jolicoeur, associé directeur général du bureau d'Ottawa de Borden Ladner Gervais s.r.l, Gisèle Richer, engagée notamment dans les secteurs de l'éducation et la santé et Christine Tremblay, fondatrice et directrice générale du conseils des arts AOE.

Les autres récipiendaires n'étaient autres que M. Moe Atallah, Dr John Bell, Mme Hélène Campbell, M. Jim Durrell, Mme Allison Fisher, M. Robert Gillett, M. Terry Kelly, M. Russell Mills, Mme Dianne Morrison et Nazira Naz Tareen.

Créée l'an dernier par le maire et les membres du Conseil municipal, cette distinction municipale vise à reconnaître des citoyens qui ont contribué de manière exceptionnelle, dans le cadre de leur vie professionnelle, à de nombreux aspects de la vie de notre ville, dont les arts et la culture, les affaires, le service communautaire, l'éducation, le service public, le travail, les communications et les médias, les sciences, les sports et le divertissement, ou tout autre domaine d'activité qui profite aux résidents d'Ottawa.

[Previous Story](#)[Next Story](#)*Article rank* | *23 Nov 2012* | *Ottawa Citizen*

Model weakens schools

Re: Some students leaving system in face of stricter transfer rules, Nov. 21.

The decision to significantly amend how the Ottawa-Carleton District School Board grants school transfers for students, which in essence eliminated the flow of students between schools of their choice, was a bad one.

Admittedly, one negative outcome of the more liberal transfer policy was that some schools bled significant local catchment area students to other, often larger schools, who were able to offer more programs, services and choices. Rideau High School is a good example of a school that has benefited from the revised policy.

I argued at great length that since families in Ottawa have tremendous choice already between four school boards, private schools and home-schooling, the public school board should do everything within its power to understand why students don't want to attend their local community public schools. I also said they should allow transfers instead of implementing a much more restrictive process, which leads to some students leaving the public school system.

You can have strong, vibrant local schools and a liberal transfer policy.

It is the role of the local school to understand what its community needs are and to offer programs and services that match those needs.

By eliminating school choice and the right of families to send their children where they think the school best meets their needs, the OCDSB endorses a model that ultimately doesn't make schools stronger.

RILEY BROCKINGTON, Ottawa, Former trustee, OCDSB, 2003-'10

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

[Previous Story](#)[Next Story](#)

[Article précédent](#)

[Article suivant](#)

23 novembre 2012 | *Le Droit*

La menace de grève s'estompe dans le transport scolaire

Guillaume St-Pierre



La grève sera fort probablement évitée chez les chauffeurs d'Autobus Outaouais, qui desservent des écoles de la Commission scolaire Western Québec (CSWQ). Une entente de principe a été conclue hier matin. L'employeur a proposé une offre finale qui sera présentée aux quelque 80 syndiqués, aujourd'hui. Le comité de négociation syndical proposera l'acceptation des offres de la partie patronale lors de cette assemblée.

« On a réglé l'histoire des salaires et des heures de travail, affirme le représentant syndical, Garry Grandmaison. On croit avoir obtenu assez pour suggérer aux employés d'accepter (l'offre). On est confiant que ça va se régler une fois pour toutes. »

Les chauffeurs menaçaient de déclencher une grève dès lundi. Le transport scolaire sera donc actif à condition que la proposition soit acceptée. Les syndiqués avaient rejeté dans une proportion de 91,6 % les dernières offres patronales, plus tôt cette semaine. Quelque 3275 élèves répartis dans 15 écoles seraient touchés par un débrayage.

Des menaces de grèves planent toujours chez d'autres transporteurs scolaires de la région.

Si aucune entente n'est conclue, les chauffeurs d'Autobus des Collines doivent pour leur part déclencher une grève mercredi prochain. Tous les syndiqués sans exception ont rejeté les dernières

offres patronales. Pour ce qui est de la compagnie Autobus LaSalle, qui dessert une partie du transport à la Commission scolaire des Portages-del'Outaouais, la grève ne sera pas déclenchée avant janvier. Les chauffeurs ont rejeté les offres à 58 %.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

[Article précédent](#)

[Article suivant](#)